(N° 105.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1894-1895.

Projet de Loi contenant le Budget de la Dette publique pour l'exercice 1896.

*(Voir les nos 123, II et 261, session de 1894-1895, de la Chambre
des Représentants.)*

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Budget de la Dette publique est fixé, pour l'exercice 1896, à la somme de cent quatre millions cinq cent soixante-deux mille huit cent quatre-vingt-quatre francs, soixante-seize centimes (fr. 104,562,884-76), conformément au tableau ci-annexé.

Bruxelles, le 17 août 1895.

Les Secrétaires,
Jules DE BORCHGRAVE.
Comte Ed. DE ROUILLÉ.

*Le Président de la Chambre
des Représentants,*
P. TACK.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1896.

Articles	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.			MONTANT DES CRÉDITS par article.	TOTAL par chapitre.
	INTÉRÊTS du CAPITAL primitif.	DOTATION de l'amortissement.	TOTAL par dette.		
	CHAPITRE PREMIER.				
	SERVICE DE LA DETTE PROPRE- MENT DITE.				
	1^{re} SECTION.				
	<i>Dette dont l'origine est antérieure au 1^{er} octobre 1850.</i>				
1	Dette à 2 1/2 p. c. . . .	5,498,990 78	»	5,498,990 78	5,498,990 78
2	Rente au nom de S. G. le prince de Waterloo . . .	»	»	»	80,598 14
	2^{me} SECTION.				
	<i>Redevances dues au Gouvernement des Pays-Bas en vertu du traité du 5 novembre 1842 et de la convention internationale du 31 octobre 1879, approuvée par la loi du 29 avril suivant.</i>				
3	Redevance pour l'entretien du canal de Terneuzen et de ses dépendances . . .	»	»	»	123,386 24
4	Rachat des droits de fanal.	»	»	»	21,164 02
	3^{me} SECTION.				
	<i>Dettes contractées depuis 1850.</i>				
	§ 1^{er}. INTÉRÊTS ET AMORTISSE- MENT.				
5	Dette à 5 p. c. (1 ^{re} série)	4,220,229 75	281,948 65	4,511,178 40	4,511,178 40
6	— (2 ^e série)	50,881,727 46	3,392,115 16	54,273,842 62	54,273,842 62
7	— (3 ^e série)	6,001,200 »	400,080 »	6,401,280 »	6,401,280 »
	Totaux. . . fr.	66,611,147 99	4,074,143 81	70,685,291 80	»
8	Intérêts et frais des capitaux nécessaires à l'effet de pourvoir aux dépenses sur ressources extraordinaires à effectuer pendant l'année.			1,200,000 »	»

Articles	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS par article.	TOTAL par chapitre.
§ 2. ANNUITÉS DIVERSES.			
9	Rente au nom de la ville de Bruxelles.	300,000 »	
10	Rente constituant le prix de rachat du chemin de fer de Mons à Manage.	672,350 »	
11	Quote-part de la Belgique dans le loyer des lignes Grand-Ducales (Spa à la frontière Grand-Ducale).	275,000 »	
12	Vingt-sixième annuité pour prix d'une partie du matériel d'exploitation, repris en vertu de l'article 10 de la convention du 25 avril 1870, approuvée par la loi du 3 juin suivant	612,000 »	
13	Annuité à payer jusqu'en 1949 inclusivement, pour le service des actions privilégiées de la Grande Compagnie du Luxembourg.	8,850 »	
14	Annuité de 41,000 francs par kilomètre sur 770,167 mètres, longueur des lignes ou sections de lignes livrées à l'Etat antérieurement au 1 ^{er} janvier 1877. (Art. 33 et 37 de la convention du 1 ^{er} juin 1877.).	8,471,837 »	
15	Loyer provisionnel du chemin de fer d'Anvers à Rotterdam (convention internationale du 31 octobre 1879 approuvée par la loi du 29 avril 1880).	1,000,000 »	
16	Annuité à servir du chef de la reprise par l'Etat des réseaux téléphoniques concédés de Bruxelles, Auvers, Gand, Charleroi, Verviers, Liège, Louvain, Mons, La Louvière, Namur, Courtrai et Malines. .	945,000 »	85,404,755 76
17	Annuités souscrites par l'Etat pour la formation du capital d'établissement des chemins de fer vicinaux	580,000 »	
§ 3. AUTRES CHARGES.			
18	Rente annuelle à 5 p. c., à titre d'indemnités du chef de servitudes militaires. (Loi du 2 avril 1873.)	39,798 56	
19	Rente annuelle à 3 p. c., à titre d'indemnités du chef de servitudes militaires. (Loi du 19 août 1893.)	45,000 »	
20	Minimum d'intérêt garanti par l'Etat. (Crédit non limitatif.)	300,000 »	
21	a. Frais relatifs au service des diverses dettes et annuités qui précèdent, ainsi que des emprunts émis par la Société nationale des chemins de fer vicinaux. (Payement des intérêts, amortissement, contrôle, confection et émission de titres, etc.). . . . . fr. 127,000 »	134,500 »	
	b. Frais de surveillance des Compagnies de chemins de fer, etc., au point de vue de la garantie du minimum d'intérêt. . . . . 7,500 »		
CHAPITRE II.			
RÉMUNÉRATIONS.			
22	Rémunération en matière de milice. (Crédit non limitatif.)	3,200,000 »	
23	Pensions diverses	10,758,079 »	
24	Pensions des professeurs et instituteurs communaux	2,190,000 »	16,742,079 »
25	Pensions de l'ancienne caisse de retraite	564,000 »	
(Les sommes disponibles sur ce crédit seront appliquées, à titre de subside, au service de la caisse des pensions des veuves et orphelins du Département des Finances.)			

Articles	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS par article.	TOTAL par chapitre.
	CHAPITRE III.		
	INTÉRÊTS DES FONDS DÉPOSÉS A TITRE DE CAUTIONNEMENTS OU DE CONSIGNATIONS.		
26	<i>a.</i> Intérêts à 3 p. c. des cautionnements versés en numéraire dans les caisses du Trésor . . . . . fr. 1,500,000 » <i>b.</i> Intérêts arriérés du même chef se rapportant à des exercices clos . . . . . 3,000 »	1,503,000 »	
27	Intérêts à 2 1/2 p. c. des cautionnements des remplaçants dans la milice nationale.	3,050 »	2,356,050 »
28	Intérêts à 2 1/2 p. c. des consignations en général, ainsi que des cautionnements assimilés aux consignations par l'article 7 de la loi du 15 novembre 1847; intérêts à 3 p. c. des fonds consignés au profit de mineurs et d'interdits en vertu de la loi du 16 décembre 1851.	850,000 »	
	(Les crédits portés au présent chapitre ne sont point limitatifs.)		
	TOTAL DU BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE . . fr.	»	104,562,884 76